

Jean Garrigues

LES PERDANTS MAGNIFIQUES

DE 1958
À NOS JOURS

avec Michèle Cotta, Christine Clerc,
Cécile Amar, Soazig Quémener, Renaud Dély,
Sylvain Courage, Christophe Barbier,
Virginie Le Guay, Jannick Alimi



Tallandier

Les Perdants magnifiques

Sous la direction de
Jean Garrigues

Les Perdants magnifiques

De 1958 à nos jours

Michèle Cotta • Christine Clerc • Cécile Amar
Soazig Quéméner • Renaud Dély • Sylvain Courage
Christophe Barbier • Virginie Le Guay • Jannick Alimi

Tallandier

© Éditions Tallandier, 2020
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4520-0

Introduction

Jean Garrigues

« Malheur aux vaincus ! » C'est la formule devenue fameuse que lança, selon Tite-Live, le chef gaulois Brennos aux défenseurs de Rome qu'il avait conquise en 390 avant J.-C. On pourrait l'appliquer à tous ceux qui ont perdu l'élection présidentielle depuis 1958, et notamment à ceux qui portaient favoris. Bien peu d'entre eux ont pu s'en remettre, à commencer par Valéry Giscard d'Estaing qui passa une bonne partie de sa carrière à tenter de reconquérir en vain la gloire perdue en 1981. Il fallut toute la ténacité et l'ambition d'un François Mitterrand ou d'un Jacques Chirac pour leur permettre de se remettre en selle après leurs échecs respectifs de 1974 et 1988 pour toucher enfin le Saint Graal élyséen et laisser leur marque indélébile sur l'histoire du trône présidentiel.

La plupart de ceux et celle dont nous allons parler dans ce livre n'ont eu ni l'obstination ni le courage de revenir à la charge lorsque le destin les a écartés du pouvoir. Le premier d'entre eux, par ordre d'apparition

dans l'histoire, Pierre Mendès France, ne s'est même pas présenté à la compétition suprême dont il récusait les règles du jeu. Michel Rocard et Jacques Delors, ses héritiers, se sont effacés de la course avant qu'elle ne commence, de même que Dominique Strauss-Kahn, dont la mise à l'écart spectaculaire en 2011 relevait du suicide politique. Jacques Chaban-Delmas, Raymond Barre, Édouard Balladur et Alain Juppé ne se sont jamais remis de leur unique échec. En revanche, Lionel Jospin, reprenant en 1995 le flambeau de François Mitterrand, est retourné au combat en 2002, sûr de prendre sa revanche sur Jacques Chirac. Jean-Luc Mélenchon semble bien décidé à passer outre ses deux échecs de 2012 et 2017, à l'instar de son modèle socialiste, qui avait perdu en 1965 et presque gagné en 1974. Et il n'est pas certain que l'in-fatigable Ségolène Royal ne soit pas candidate en 2022, quinze ans après, pour effacer sa défaite de 2007.

Car s'ils ont tous ce point commun d'avoir échoué dans la conquête du pouvoir présidentiel, ce qui fait d'eux des « perdants » sous la V^e République, les héros de ce livre sont aussi des personnalités hors du commun qui ont, chacun à leur manière, profondément marqué notre histoire contemporaine. Ces vaincus étaient de la race des vainqueurs, des étoiles, des météores qui ont éclairé le paysage politique français à la lumière de leurs exceptionnelles qualités. Pierre Mendès France, qui avait cristallisé en 1954 tous les espoirs d'une génération lors de son éphémère passage à la présidence du Conseil, est devenu par la suite la figure de référence de la gauche, l'incarnation de la rigueur et de la probité en politique. Il

INTRODUCTION

inspira, au-delà même de son propre camp, l'un des plus ardents barons du gaullisme, Jacques Chaban-Delmas, qui fut à son tour l'incarnation de la modernité lorsqu'il prononça son fameux discours de la Nouvelle Société le 16 septembre 1969. Moins flamboyants mais tout aussi populaires furent Raymond Barre, que Valéry Giscard d'Estaing avait adoubé à Matignon en 1976 avec le titre prestigieux de « meilleur économiste de France », puis Édouard Balladur, grand favori de l'élection présidentielle en 1995. Ni l'un ni l'autre ne dégageait un charisme exceptionnel, mais l'heure n'était pas aux mirobolants ou aux *condottiere* mais aux experts, aux gestionnaires, à ceux qui rassuraient les Français sans langue de bois, même quand les vérités n'étaient pas bonnes à dire. Deux décennies plus tard, c'est une image similaire de sagesse et d'expertise qui permit à Alain Juppé, « le meilleur d'entre nous » selon Jacques Chirac, d'apparaître pendant plusieurs mois comme le grand favori pour l'élection de 2017.

Mais le parler vrai, hérité de Mendès France, fut aussi l'apanage de quelques autres grandes figures de la gauche, tel Michel Rocard, qui incarna plus que tout autre la promesse du renouveau social-démocrate, ou Jacques Delors, dont l'image de rigueur et de compétence séduisit une majorité de Français en 1995. C'est finalement Lionel Jospin qui porta par deux fois les couleurs de la gauche non communiste, fort de sa réputation d'intégrité républicaine et des résultats exceptionnels de son gouvernement de cohabitation. Sa retraite prématurée en 2002 laissa place à une guerre des chefs

socialistes, et ce fut une surprise de voir émerger celle que l'on n'attendait pas, Ségolène Royal, devenue en quelques mois la madone des sondages, et qui imprima profondément son « désir d'avenir » sur la campagne des présidentielles 2007. Cinq ans plus tard, chacun pensait que l'heure était venue pour le surdoué Dominique Strauss-Kahn, encensé à la tête du Fonds monétaire international, et qui caracolait en tête des intentions de vote. Et lorsque ce dernier fut écarté de la course, victime de ses propres erreurs, apparut le tribun le plus étincelant de la gauche, Jean-Luc Mélenchon, en rupture de ban avec le Parti socialiste et bien décidé à imiter la trajectoire de son modèle François Mitterrand, en route vers les sommets.

C'est ainsi que toute une cohorte de personnalités brillantes, exceptionnelles, expérimentées, portées par des courants de sympathie qui semblaient irrésistibles, se sont cassées les dents sur la dernière marche du peron présidentiel. On pourrait adjoindre aux héros de ce livre d'autres figures marquantes de la V^e République, par exemple Jean-Jacques Servan-Schreiber, fondateur de *L'Express* et créateur du mendésisme, rendu célèbre en 1967 par son best-seller *Le Défi américain*, Philippe Séguin, incarnation de la fidélité gaullienne, et que beaucoup considéraient comme le principal rival de Jacques Chirac, ou encore Arnaud Montebourg, dont le brio semblait à la mesure de son ambition. Mais ces personnages, si brillants fussent-ils, n'ont jamais approché le trône présidentiel d'aussi près que ceux qui font l'objet de ce livre. Nos « perdants magnifiques » ont tous

INTRODUCTION

été en mesure, un jour ou l'autre, d'accéder au pouvoir suprême, et c'est ce qui fait leur spécificité... et aussi leur mystère.

Pourquoi ces hommes et cette femme d'exception, à qui la victoire semblait promise, n'ont-ils pas pu atteindre les sommets auxquels ils étaient destinés ? C'est la question posée dans ce livre, à travers les récits hauts en couleur de ces destins hors-norme, qui ont fait la trame romanesque de notre histoire politique contemporaine.

Pierre Mendès France,
ou la vertu du renoncement

Jean Garrigues

Le 21 mai 1981, dans la salle des fêtes de l'Élysée, le nouveau président socialiste François Mitterrand serre les mains des personnalités venues participer à son introduction officielle. Ostensiblement, il marque un temps d'arrêt devant Pierre Mendès France, manifestement très ému. « C'est la justification de tant d'années, dont vous avez été l'initiateur. Sans vous, rien n'aurait été possible », lui dit le chef de l'État, après lui avoir donné l'accolade¹. C'est un hommage remarquable et très remarquable à celui qui représente pour une grande partie de la gauche la quintessence de ses valeurs. Au lendemain de son élection du 10 mai, François Mitterrand lui avait écrit en ces termes : « Cher président et ami, j'espère vous rencontrer dans les jours prochains pour vous dire ma gratitude et mon amitié. Me voici à pied d'œuvre.

1. Pierre Favier, Michel Martin-Roland, *La Décennie Mitterrand*, I, Paris, Seuil, 1990, p. 57.

Je mesure ce que le pays vous doit. Amicalement, fidèlement vôtre. » Pourtant, dans les mois qui suivront, Pierre Mendès France sera bien déçu par le chef d'État socialiste, qui ne l'invitera que pour la forme à quelques déjeuners élyséens. Car derrière l'hommage et la reconnaissance, quelque chose de bien différent s'est joué entre ces deux grandes figures de la gauche. L'un a très longtemps représenté son espérance, l'autre a réussi à lui donner la victoire. L'un a incarné ses principes, l'autre l'a portée au pouvoir. Au regard de l'histoire, c'est François Mitterrand qui a gagné et c'est Pierre Mendès France qui a perdu. Mais c'est un perdant magnifique, qui restera à jamais la quintessence de l'intégrité politique.

De Blum à de Gaulle

Bachelier à 15 ans, élu député radical de l'Eure en 1932, à 25 ans à peine, Pierre Mendès France est voué dès son entrée en politique aux plus hautes destinées. Très vite, il émerge comme l'un des « jeunes Turcs » du Parti radical, avec Pierre Cot et Jean Zay, qui prônent une ligne de rapprochement avec les socialistes, conduisant à la victoire du Front populaire en 1936. Léon Blum l'appelle dans son gouvernement du 13 mars 1938, en qualité de secrétaire d'État au Trésor, ce qui fait de lui le plus jeune ministre du gouvernement, après avoir été le plus jeune bachelier, le plus jeune avocat et le plus jeune député de France. C'est une fonction très importante car il s'agit de rédi-

ger le plan de redressement économique et financier qui justifie la demande des pleins pouvoirs par le président du Conseil. Ce programme est malheureusement repoussé par le Sénat le 8 avril, le gouvernement Blum est mort-né et Mendès France quitte le pouvoir aussi vite qu'il l'avait atteint, mais il est dès cette époque une figure de la gauche de la III^e République.

Puis les années noires le font entrer dans la catégorie des grands patriotes, à l'instar de son grand-père, combattant de 1870, et de son père, Poilu de la Grande Guerre. Mobilisé à l'automne 1939, il est totalement hostile à la politique d'armistice mise en œuvre par le maréchal Pétain, et c'est pourquoi il fait partie des vingt-sept parlementaires qui s'embarquent à Bordeaux sur le paquebot *Massilia*, le 21 juin 1940, en direction du Maroc, afin de continuer la guerre. Arrêté par les autorités de Vichy le 31 août et accusé de désertion, il est condamné à six ans de prison par le tribunal militaire de Clermont-Ferrand. À l'énoncé du verdict, il se tourne vers le garde : « On vient de condamner un innocent par haine politique. Ce n'est pas la justice de la France, c'est celle de Hitler. » Le jour où il s'évade de sa prison, le 21 juin 1941, il écrit une lettre au maréchal Pétain dans laquelle il déclare reprendre sa « liberté » et promet de revenir s'engager « si la France faisait quelque jour de nouveau appel à ses enfants² ». Ce défi adressé du fond de sa cellule à celui qui était censé représenter la

2. Cité dans Jean Lacouture, *Pierre Mendès France*, Paris, Seuil, 1981, p. 132.

France résonne devant l'histoire comme une leçon d'incarnation républicaine. C'est ainsi que s'écrit la première page de la légende patriotique de Pierre Mendès France, avant que s'ouvre la seconde, associée à de Gaulle.

Parvenu à Londres le 20 février 1942, après bien des péripéties, il est aussitôt reçu à dîner par le Général, pour qui le ralliement d'une figure du Front populaire représente un atout politique de poids. La décision prise par Vichy de lui enlever la nationalité française, le 6 novembre 1942, confirme la valeur d'incarnation qui lui est attribuée par ses ennemis. Au sein du groupe « Lorraine », autonome mais relié à la Royal Air Force, il participe à une douzaine d'opérations de bombardement au cours de l'année 1943, ce qui contribue évidemment à enrichir le prestige de ce patriote courageux, risquant sa vie pour ses convictions et pour une certaine idée de la France. C'est pourquoi le général de Gaulle le fait entrer le 9 novembre 1943 en tant que commissaire aux finances dans le Comité français de libération nationale d'Alger. Il s'y forge une réputation de rigueur et d'intégrité qui sera une autre composante de l'incarnation mendésiste, s'ajoutant à l'héritage républicain, à l'humanisme radical et au patriotisme absolu. Représentant la France à la conférence de Bretton Woods où il se lie d'amitié avec John Maynard Keynes, en juillet 1944, il se voit confier par de Gaulle le portefeuille de l'Économie nationale dans le Gouvernement provisoire de la République française, le 4 septembre 1944. C'est l'occasion pour lui de se faire connaître du plus grand nombre par des allocutions radiophoniques hebdomadaires, inspirées des conversa-

tions au coin du feu de Roosevelt, qui lui permettent de construire une image de familiarité et de confiance auprès des Français. Il devient une figure unique et atypique de la Libération, et cette image exceptionnelle d'intégrité absolue se confirme lorsqu'il démissionne le 6 avril 1945, en désaccord avec la politique du nouveau ministre des Finances, René Plevén. Il montre ce jour-là que le pouvoir à tout prix ne l'intéresse pas s'il ne se fonde pas sur sa conviction profonde. C'est la preuve de sa droiture politique... qui va lui coûter si cher par la suite.

La France peut supporter la vérité !

Le pouvoir, oui, mais pas à tout prix ! Lorsque le socialiste Félix Gouin le contacte en janvier 1946 pour lui proposer de revenir au ministère de l'Économie nationale, Pierre Mendès France pose des conditions si drastiques, notamment la réduction des dépenses militaires, le blocage des prix et des salaires et la création d'un véritable impôt sur le capital, qu'aucun des trois partis de gouvernement, la SFIO, le PCF et le MRP ne peuvent les accepter. En novembre 1947, c'est au tour du président de la République Vincent Auriol, lui aussi socialiste, de lui proposer de le nommer président du Conseil, mais ce sont désormais les radicaux et les indépendants qui ne veulent pas de lui, à cause de son intransigeance sur les questions budgétaires. Et il aggrave son cas en devenant le champion de l'opposition à la guerre d'Indochine, qui est à ses yeux une

sale guerre et un gouffre financier. Le 19 octobre 1950, à la tribune de l'Assemblée nationale, il exhorte le gouvernement Pleven à « dire la vérité au pays », autrement dit, si l'on veut gagner la guerre, on va ruiner le trésor public. Le 22 novembre, il y revient, affirmant que la seule issue est la négociation. En février 1951, il démissionne de son poste de délégué au Conseil économique et social des Nations unies afin de marquer sa désapprobation avec la politique indochinoise de la France. Enfin, le 30 décembre 1951, il revient à la tribune du palais Bourbon pour le plus complet de ses réquisitoires contre cette politique ruineuse et injustifiée. « Mendès France est écouté dans un silence religieux, écrit Françoise Giroud dans son portrait de la semaine de *France Dimanche*. On pourrait affirmer sur l'honneur qu'il n'y a pas un seul de ses auditeurs qui ne se soit dit : "Je voudrais avoir le courage de cet homme quand il me faudra défendre la cause que je crois juste". »

Et c'est justement à Françoise Giroud, associée à Jean-Jacques Servan-Schreiber, que l'on doit le premier numéro d'un nouvel hebdomadaire baptisé *L'Express*, publié le 16 mai 1953 avec une interview exclusive de Pierre Mendès France sous ce titre : « La France peut supporter la vérité. » Deux semaines plus tard, Vincent Auriol lui propose une nouvelle fois de former le nouveau gouvernement, ce qu'il accepte, et il présente le 3 juin 1953 à la tribune du palais Bourbon un discours-programme qui va marquer les esprits par son volontarisme et son ambition. L'histoire en retiendra la fameuse formule : « Gouverner, c'est choisir. »

Vincent Auriol note dans son journal : « Effet énorme à la Chambre. Il vient de faire un coup formidable, qui le classe parmi les plus grands. » Certes, cela ne suffit pas à lui assurer l'investiture, manquée à treize voix près. Mais s'il ne réussit pas encore à briser la logique des partis, l'effet Mendès est spectaculaire dans la presse, le gaulliste François Mauriac lui écrivant son admiration, le 11 juin 1953 : « J'aurais été profondément déçu de votre échec si j'avais cru la Chambre capable de choisir un chef tel que vous. Mais vous avez tout de même, par votre déclaration, ouvert une ère parlementaire nouvelle et le retour au marécage me paraît impossible³. »

C'est pourquoi, lorsqu'il est nommé pour de bon à la tête du gouvernement, le 13 juin 1954, il suscite un effet d'incarnation sans précédent sous la IV^e République, seul comparable à l'idolâtrie gaullienne de la Libération. Comme le confiera Raymond Barre à l'historien Éric Roussel : « Lorsque Mendès est arrivé au pouvoir, le ciel s'est éclairé⁴. » Il incarne en effet l'espérance de toute une génération nouvelle, celle d'une République modernisée et régénérée. C'est ce qui lui vaut le surnom incantatoire de « PMF » inventé par ses amis de *L'Express* en juillet 1954 par analogie avec FDR, l'ex-président Franklin Delano Roosevelt, référent historique du mythe de la modernité. Le courrier envoyé par les lecteurs de *L'Express*, ses plus fervents supporters,

3. Archives de l'Alliance israélite universelle, carton E1 X.

4. Cité dans Éric Roussel, *Pierre Mendès France*, Paris, Gallimard, 2007, p. 318.

témoigne de cette espérance réformatrice : « Monsieur Mendès France, nous vous faisons confiance ! », peut-on lire dans l'édition du 26 juin 1954.

Cette confiance est d'ailleurs partagée par une bonne partie de la presse de gauche et de centre gauche, tel *Le Monde* exaltant « l'homme nouveau » capable « d'offrir au Parlement en mal de décision une voie nouvelle hors des sentiers battus où il tourne désespérément en rond ». Et cet enthousiasme s'étend au monde anglo-saxon, dans lequel Mendès France bénéficie d'une exceptionnelle popularité. « Qu'il gagne ou qu'il perde son pari, les Français auront trouvé en lui ce qui leur avait été refusé depuis longtemps : un chef », peut-on lire dans le *Time Magazine* du 12 juillet. Et pour le *Daily Mirror* du 16 août, « le monde le connaît maintenant sous le nom de "Monsieur France" ». L'étude de l'abondante correspondance reçue par Pierre Mendès France lors de son arrivée au pouvoir, c'est-à-dire des milliers de lettres par jour, nous prouve que cet effet d'incarnation imprègne plusieurs strates de la population française, et notamment les jeunes, qui sont le cœur et le poumon du « mendésisme », focalisés sur l'espérance de rénovation. Cette correspondance hétérogène et enthousiaste fonctionne comme une sorte de dialogue avec les causeries radiophoniques auxquelles il recourt pas moins de vingt-six fois en sept mois de gouvernance.

Et l'enthousiasme qu'il suscite est validé par la signature des accords de Genève, le 21 juillet 1954, mettant un terme à la guerre d'Indochine avant l'issue des cent jours que Mendès France avait promis aux Français. Tandis que

Table

Introduction, <i>par Jean Garrigues</i>	7
Pierre Mendès France, ou la vertu du renoncement, <i>par Jean Garrigues</i>	13
Jacques Chaban-Delmas, le gentleman de la Nouvelle Société, <i>par Jean Garrigues</i>	37
On l'appelait Michel !, <i>par Michèle Cotta</i>	61
Raymond Barre, l'homme blessé, <i>par Christine Clerc</i>	87
Jacques Delors, l'homme qui n'a pas voulu être président, <i>par Cécile Amar</i>	109
Édouard Balladur, ou les caprices du destin, <i>par Soazig Quéméner</i>	125
Lionel Jospin, foudroyé par un « coup de tonnerre », <i>par Renaud Dély</i>	147
Ségolène Royal, la résiliente française, <i>par Sylvain Courage</i>	177
Dominique Strauss-Kahn, ou l'insoutenable légèreté de l'être, <i>par Christophe Barbier</i>	197

LES PERDANTS MAGNIFIQUES

Alain Juppé, ou l'orgueilleux, <i>par Virginie Le Guay</i>	219
Jean-Luc Mélenchon, à 600 000 voix près !, <i>par Jannick Alimi</i>	251
Épilogue, <i>par Jean Garrigues</i>	275
Bibliographie	281
Les auteurs	285